



## ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 13/07/2020

Votre annonce n°20-89962 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Cette annonce n'est plus modifiable.  
Les corrections ou annulation éventuelles devront faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après la publication de l'avis au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.  
Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).  
En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.  
> Contact client

## F1 - Formulaire Avis de marché

## Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 971  
Annonce No 20-89962  
Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Mairie de sainte-anne.  
Correspondant : M. Christian BAPTISTE, hôtel de Ville Place Schoelcher 97180 Sainte Anne, tél. : 05-90-85-59-94,  
télécopieur : 05-90-85-48-94, courriel : [commande.publique@ville-sainteanne.fr](mailto:commande.publique@ville-sainteanne.fr) adresse internet : <http://www.ville-sainteanne.fr>.  
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.achatpublic.com>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

*Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur* : Services généraux des administrations publiques.

*Objet du marché* : coordination Sécurité et Protection de la Santé " sps " de l'opération de construction du groupe scolaire de Chateaubrun.

*Catégorie de services* : 12.

*CPV - Objet principal* : 71317210.

L'avis implique un marché public.

*Caractéristiques principales* :

*Refus des variantes*.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : oui.

Prestations divisées en lots : non.

*Durée du marché ou délai d'exécution* : 36 mois à compter de la notification du marché.

*Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature* : français.

*Unité monétaire utilisée, l'euro*.

*Conditions de participation* :

La prestation est réservée à une profession particulière.

*Référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables* :

pour cette opération, le coordonnateur sécurité sera un professionnel agréé (conception/réalisation) pour la 3<sup>e</sup> catégorie " autres opérations de bâtiment et de génie civil " - art. R 4532-1 code du travail.

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat* :

*Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature* :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3<sup>e</sup> du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

*Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public* :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise;
- Document prouvant que le candidat dispose d'une autorisation spécifique ou est membre d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir, dans leur pays d'origine, le service concerné : agrément de coordonnateur SPS de niveaux 1, 2 ou 3;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

*Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire*

**NOTI1) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;  
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;  
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.  
Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;  
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.  
La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

**Critères d'attribution :**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

**Type de procédure :** procédure adaptée.

**Date limite de réception des offres :** 4 septembre 2020, à 12 heures.

**Délai minimum de validité des offres :** 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

**Autres renseignements :**

**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :** MAPA/PT/DI/10-20.

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 13 juillet 2020.

**Instance chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Guadeloupe 6, rue Vctor Hugues 97100 Basse Terre,  
tél. : 05-90-81-45-38, courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr, télécopieur : 05-90-81-96-70.

**Mots descripteurs :** Sécurité incendie.

**Eléments de facturation :**

**Numéro d'engagement juridique :** Consultation n° MAPA/PT/DI/10-20

**Classe de profil :** Commune

**Siret :** 21971128000012

**Libellé de la facture :** Mairie de sainte-anne Direction des Finances Hôtel de ville Place Schoelcher 97180 Sainte Anne

**Indexation de l'annonce :**

**Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation** <http://www.boamp.fr> : 4 septembre 2020

**Objet de l'avis :** coordination sécurité et protection de la santé " sps " de l'opération de construction du groupe scolaire de chateaubrun

**Nom de l'organisme :** Mairie de sainte-anne

**Critères sociaux ou environnementaux :** Aucun



ACCR3928606



> Informations légales